

Nous ont soutenu dans nos actions

Administration Communale de Crans-près-Céligny
Amandine Boutique à Rolle
Auberge du Cerf, Monsieur Roland Petit à Crans-près-Céligny
Blondel Irène à Lausanne
Dogny Irène à Lausanne
Erikson Alexandra à Troinex
Etude Me Marc Fisher à Genève
Etude Me Laurent Brechbühl à Genève
Favre Nicole à Lutry

Fondation MaFca de Roviralta à Barcelone/ESpagne
Gonseth-Favre Pierrette à Founex
Isoz Colette à Versoix
Kuchen Danielle à Bienne
Lagger Madeleine à Lausanne
Leutwyler Fred à Rolle
Liard Francis à Rolle
Mamie Jean-Marc, Eika et Marc à Crans-près-Céligny
Mamie Josiane à Vinzel

Noll Marcel à Rolle
N20 informatique S.à.r.l. à Rolle
Omaïs Max à Dakar/Sénégal
Pollet Marie-José à Cologny
Presses Centrales S.A. à Lausanne
Randa Darwiche à Paris/France
Streit Rose-Marie à Aubonne
Taha Karim Abdel à Montréal/Canada
Taha Walid et Iname à Dakar/Sénégal
Zaza Marie-Madeleine à Lausanne
Zenger Hélène à Aubonne

Donateurs

Anna Amadio à Genève
Jeanine Beck à Pully
Gabrielle Berdat à Courroux
Marie-Claude Blanc à Monthey
Andrée Bosson à Genève
François Buttica à Cully
Uraiwan et Jacques Cavin à Cully
Bernard Cerutti à Paradiso à Lugano
Charities and Defense of Nature Trust à Paris/F
Erica Chuat à St-Prex
Thierry Cuenod à Vinzel
Susan Debrit à Vucherens
Claude-Alain Despland à Eclépens
Suzanne et Christian Dubey à Bellevue
Monique Duvoisin à Moudon
Urs Eichenberger à Sevelen
Etudes de notaires André Corbaz et Jean-Luc Marti à Lausanne
Alexandra Erikson à Troinex
Edouard-Henri Fischer à Rolle
Marc Fischer à Rolle
Fondation Rumsey-Cartier à Genève
Regula et Axel Gisbertz à Hanovre
Andreas Graf à Lausanne
Annemarie Graf à Céligny

Ginette Grandguillot à Chêne-Bourg
Marianne Gubler à Vinzel
Catherine et Claude Guilloid à Genève
Janine et Willy Haag à Bôle
Adeline et Albert Hofer au Mont-sur-Lausanne
Colette Isoz à Versoix
Sandra et Philippe Jacopin à Colombier
Edith et Raymond Jacot à La Croix-de-Rozon
Floriane et Pierre-André Jaquet à Pully
Daniel et Heidi Kaufmann à Lausanne
Marthe Krahenbuhl à Rolle
Lions Club Morges-Rives à Prévèrenge
Anne-Marie Maillefer à Lausanne
Josiane Mamie à Vinzel
Marescoti Karina à Genève
Menopause Center, Thierry Pache à Clarens
Mercédès Meugnier à Sierre
Monique Moren à Collombey
Astrid Müller à Genolier
Jacqueline et Marcel Noll à Rolle
Bluette Pache à Pully
Chantal et André Pache à Cugy/FR
Janine Paquier à La Conversion
Elisabeth et Lorenz Perinciolo à Goldiwil

Georges Perrinjaquet à Chancy
Christiane et André Piller à Lausanne
Elisabeth Pittet à Prilly
Marie-José Pollet à Collogny
Quadrum, Véronique Pfeiffer à Rolle
Micheline et Frédéric Rey à Cologny
Rose-Marie et Frank Rindelaub à Bôle (NE)
Céline Rocha à Plan-les-Ouates
Charles Henry et Isabel Roachat à Thonez
Jeannine et Claude Schmidt à Nyon
Gilberte Scoletta à Rolle
Denise et Jérôme Sobel à Lausanne
Daniel Sommer à Begnins
May-Rose Steiner à Dully
Rose-Marie Streit à Aubonne
Janine Suard à Nyon
Marc Steinmann à Rolle
Inge et Erwin Thonet à Genolier
Edith Vasquez à Muraz (VS)
Marianne et Bertrand Waeber à Lausanne
Marthe Wasem à Genève
Karin Wildhaber à Lausanne
Marie-Madeleine Zaza à Lausanne
Don anonyme, via Marc Fischer à Rolle

Correspondants de la GRAFE à l'étranger

Mamadou Ciré Ba à St-Louis/Sénégal
Youssoupha et Alifa Cissé à Dakar/Sénégal
Fatima Dia Touré à Dakar/Sénégal

Mamadou Diabaté à Bamako/Mali
Jean-Pierre Faye à Adjilor/Sénégal
Khady Daiza Hane à Ross-Béthio/Sénégal
Amadou Kane à Ross-Béthio/Sénégal

Sœur Marie-Rose Koné à Nouna/Burkina Faso
Eloi Kouadio-IV à Abidjan/Côte d'Ivoire
Emma N'Goan-Anoh à Abidjan/Côte d'Ivoire

Bilan financier

Produits

Dons et cotisations 77'741.00
Recettes des manifestations bénévoles 11'079.10
Intérêts bancaires et CCP 963.95

Charges

Réalisation projets Sénégal et Côte d'Ivoire 64'653.85
Frais bureau 2'405.05
Frais bancaires 370.35

Le fonctionnement et la gestion de l'association sont financés par la famille de Monsieur Andreas Graf.
Comptes visés et approuvés par la Fiduciaire Pidoux, Lausanne et le vérificateur des comptes, Monsieur Claude Guilloid.

Rapport d'Activité 2004

Déjà 10 ans...

En 10 ans, notre association a tellement évolué qu'il me paraît parfois l'avoir fondée il y a un siècle.

Tout a commencé à peu près à l'Epoque où j'ai achevé ma

formation universitaire. Cette dernière m'a apporté des connaissances essentielles sur le plan théorique. Mais j'étais loin de m'imaginer à quel point l'aventure ne faisait que commencer.

L'expérience de la précarité vous donne en effet des leçons concrètes qu'il est bien plus difficile de digérer qu'un simple cours.

C'est au sérieux, à l'originalité et à l'indépendance de notre structure que nous devons notre longévité. A notre ténacité également. Mais les choses n'ont pas toujours été telles qu'elles le sont aujourd'hui. Durant les trois premières années, nos projets consistaient en des dons, imitant le schéma classique du paternalisme humanitaire. Nous allions découvrir à nos dépens qu'une telle stratégie

confortait les bénéficiaires dans une attitude indolente plutôt que de les inciter à prendre le risque d'entreprendre.

Ces trois ans ne furent pourtant de loin pas inutiles. Au fil des premiers voyages, alors que je tentais de trouver là-bas des repères qui ont momentanément déboussolé ma vie ici, j'étais en effet en train de rencontrer des gens avec qui nous collaborons encore aujourd'hui. Ce furent les prémisses d'un réseau qu'il nous a fallu dix ans pour construire et qui ne cesse de s'agrandir.

Une nouvelle idée avait surgi: traiter les populations locales en partenaires économiques et travailler avec elles dans un rapport d'échange. En adoptant le modèle du micro crédit, nous nous sommes mis à

préconiser une relation basée sur la confiance et le sens des responsabilités. Sans but lucratif, nous nous proposons de jouer le rôle d'un substitut de banque au service des gens qui n'ont pas les ressources suffisantes pour obtenir un prêt d'un établissement de leur pays. Nous prélevons toutefois un petit intérêt sur les sommes allouées qui alimente un fonds de solidarité au profit de l'ensemble des bénéficiaires, présents et futurs.

Après sept ans, je peux considérer que cette formule a abouti à une certaine maturité. Des comités locaux examinent, pour chaque région, la viabilité des requêtes. Au Sénégal, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, nous avons participé, jusqu'à présent, au financement de quelques centaines

d'entreprises en tous genres, en n'enregistrant qu'un seul échec. L'association commence même à se faire reconnaître au niveau international, notamment par l'ONU.

Aussi, à l'occasion des dix ans de notre organisation, je tiens, au nom de notre comité directeur ainsi qu'à celui de l'ensemble de nos collaborateurs africains, à vous remercier chaleureusement du soutien financier et moral que vous nous prodiguez d'année en année. Merci à toutes et à tous.

Marie Graf



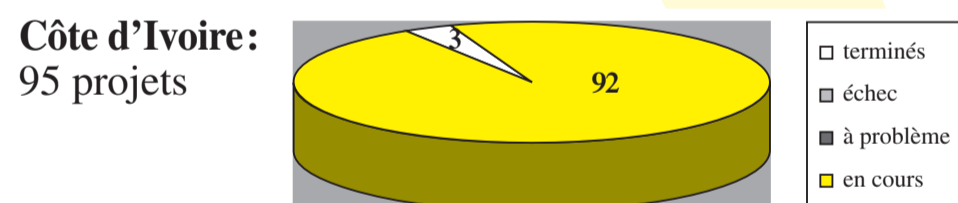
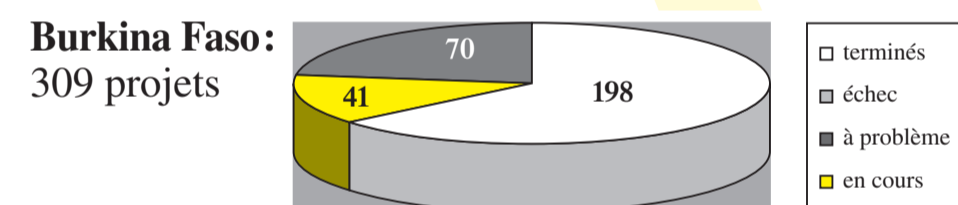
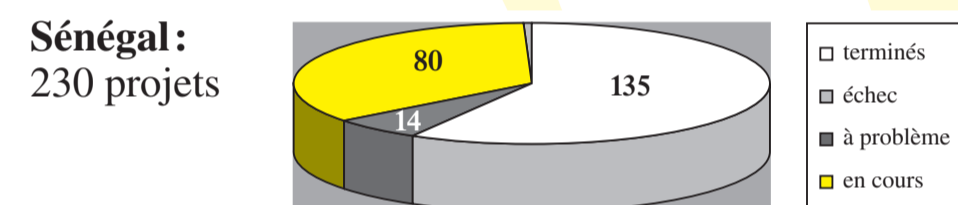
Développement durable: pensées à voix haute

Le développement durable consiste à faire rimer les activités humaines avec le maintien des écosystèmes. Il s'articule autour des trois piliers: l'économie, la protection de l'environnement et les égalités sociales. Une trentaine d'années se sont écoulées depuis l'installation de cette notion au sein des préoccupations explicites des gouvernements mondiaux. Mais un tel développement est-il autre chose qu'un rêve impossible à réaliser? On pourrait comparer le développement durable à une sorte de mouvement perpétuel dans lequel l'humanité ferait prospérer sa civilisation sans entraîner d'effets (les effets positifs sont réservés) pour la planète. Sa mise en pratique est loin d'être aussi satisfaisante. Parce que la durabilité du développement sur le long terme échappe à tous les calculs, au «Nord» comme au «Sud». Dans les pays en voie de développement, la pauvreté et l'explosion démographique sont deux facteurs qui semblent compliquer particulièrement la gestion des impacts du développement sur l'environnement.

Certaines idées circulent sur le développement des pays du tiers monde. Mais elles ne sont pas forcément fondées. Quand on pense à un pays pauvre dont l'économie est essentiellement rurale, on est tenté de penser que les paysans ne s'y préoccupent pas de la fertilité de leurs terres sur le long terme. Ou bien qu'il existe une relation entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Association GRAFE

Les différents projets réalisés jusqu'à ce jour se répartissent de la manière suivante:



Lors du Sommet de Johannesburg, en effet, beaucoup de personnalités ont estimé que les espoirs des pays pauvres consistaient surtout à réduire leur pauvreté. Mais si une telle conception coïncide relativement bien avec la réalité économique dans certains pays, elle ne s'applique certainement pas de manière absolue.

Au Burkina Faso, par exemple, les terres sont exploitées de façon excessive et deviennent rapidement stériles. Les populations sont alors obligées de migrer et partent s'installer dans des régions aux sols plus riches. Mais celles-ci sont déjà habitées par d'autres cultivateurs avec qui ils entrent en conflits. Et il en résulte de gros problèmes dans leur coopération économique et, à plus forte raison, dans une éventuelle durabilité de leur développement.

Pourtant, la diversité de l'Afrique subsaharienne offre également d'excellents contre-exemples aux idées qui ont été énoncées ci-dessus. Dans «Le Développement durable des territoires», Christian Vandermotten cite notamment la région du Machakos, située au Kenya, entre la capitale et Mombassa. Il écrit qu'«entre 1930 et 1990, la population s'est multipliée par cinq tandis que la production par tête s'est multipliée par trois et les rendements à l'hectare par dix». Le très fort accroissement de la population semble, dans ce cas, avoir été maîtrisé.

Pourquoi? Le dynamisme d'une économie est la résultante d'une multitude de facteurs. Dans la région du Machakos, il est encouragé, selon le même auteur, par la stabilité des institutions étatiques et le cadre législatif mis en place par le gouvernement pour la gestion du sol et des eaux. La législation a rendu le droit foncier plus sûr, encouragé les innovations dans les techniques agricoles et interdit le défrichage et l'exploitation excessifs du sol conduisant, à terme, à stériliser la terre.

Christian Vandermotten explique que le Burkina souffre par contre d'une répartition déséquilibrée des richesses et des ressources naturelles. Cela génère des conflits au sein de la population et empêche des collaborations plus constructives.

De telles constatations montrent que ce n'est pas parce qu'un pays est en voie de développement qu'il ne met pas en place des stratégies en vue d'un développement durable. Ce qui est décisif, au contraire, c'est de prendre en compte les particularités du territoire en question et élaborer sur leur base des objectifs de développement durable adaptés à la situation. Car pour aboutir à l'approximation la plus précise de cette utopie dans la pratique, il n'y a pas qu'une seule recette qui marche à tous les coups.

Il ne semble guère y avoir de fatalité dans la situation des pays en voie de développement. Mais la solution est loin d'être simple. Elle réside essentiellement dans la coopération entre les populations, les gouvernements locaux, les organisations non gouvernementales (ONG) et la communauté internationale et représente un important effort pluridisciplinaire, autant sur les plans économique, social que politique.

P. Graf

Les activités de la G.R.A.F.E en 2004

25.02 – 06.03.2004 Sénégal
13.09 – 22.09.2004 Côte d'Ivoire
31.10.2004 Spaghetti party
21.11 – 29.11.2004 Sénégal

Vos prochains rendez-vous en 2005

13.05.2005 Assemblée Générale
27.11.2005 Spaghetti Party à Crans-sur-Céligny

Le Comité d'honneur

Marc FISCHER, avocat, Genève GE
Pierrette GONSETH-FAVRE, artiste, Founex, VD
Andreas GRAF, chirurgien, Lausanne, VD
Philippe JACOPIN, avocat industriel, Colombier, NE
Pierre-André JAQUET, ingénieur, Pully, VD
Daniel KAUFMANN, directeur, Lausanne, VD
Martine LOUIS SIMONET, médecin, Genève, VD
André PACHE, banquier, Lausanne, VD

En plus de l'Assemblée générale, le Comité s'est réuni à 10 reprises (Comité réduit).

Quiz

Testez vos connaissances sur l'Afrique

- Quel est le seul pays hispanophone (de langue espagnole) d'Afrique?**
a) La Guinée Equatoriale
b) La Guinée Bissau
- Quel est le pays africain dont le nom signifie «hippopotame»?**
a) L'Ethiopie
b) Le Ghana
c) Le Mali
- Dans quel pays africain parle-t-on la langue amharique?**
a) Ethiopie
b) Somalie
c) Djibouti
- Le Zimbabwe, pays d'Afrique australe, s'appelait jusqu'en 1980:**
a) Gold Coast
b) Rhodésie du Sud
- Dans quel pays se trouve le Mont Kilimandjaro?**
a) Ethiopie
b) Tanzanie
c) Botswana
d) Kenya
- Le nom «Afrique» vient d'une tribu berbère de Carthage que les Romains appelaient «Afri» signifiant:**
a) Nomades
b) Etrangers
c) Noirs
- Quelle est l'ancienne dénomination du Burkina-Faso?**
a) Rhodésie
b) Haute-Volta
c) Nyassaland
- Qu'est-ce qu'un char à Ouagadougou?**
a) Un vélo
b) Un instrument de musique
c) Un jeu

Solutions: 1a, 2c, 3a, 4b, 5b, 6c, 7b, 8a

A. Lager

Hors des catastrophes, point de solidarité?



Spaghetti party 31.10.04

La catastrophe qui a touché une dizaine de pays de l'océan Indien le 26 décembre dernier nous a montré que les pays riches, quand ils le veulent, et surtout leurs habitants, sont encore capables de solidarité. Les victimes du raz de marée devraient recevoir plus de 10 milliards de dollars d'aide, ce qui représente un septième du total de l'aide internationale au développement. On a même parfois assisté à une surenchère de dons entre personnalités ou entre états qui devraient donner du travail aux sociologues pour de nombreux mois s'ils étudient les réactions à cette «catastrophe naturelle».

Tout d'abord, pourquoi parler de catastrophe naturelle? Salvano Briceno, directeur de la stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, rappelle que ce n'est pas la catastrophe qui est naturelle: il y a une cause naturelle, que l'on ne peut empêcher, mais c'est la vulnérabilité sociale et humaine qui transforme un phénomène naturel en catastrophe et en désastre.

Les désastres humains, malheureusement ne sont pas rares. Quand vous aurez fini de lire ces quelques lignes, 11 enfants seront morts de faim, 24000 personnes en une journée. Que penser d'une civilisation qui laisse mourir ses propres enfants? Seuls cinq pays riches consacrent aujourd'hui au moins 0,7% de leur PIB à l'aide au développement, comme cela est prévu par les «Objectifs du Millénaire». L'idée n'est pas nouvelle: tous les pays riches l'avaient déjà promis il y a 35 ans... En mars 2002, George Bush a créé le Millenium Challenge account. Mais à ce jour, il n'y a pas versé un seul centime.

Le grand mouvement de solidarité qui s'est manifesté récemment nous montre que bien des grands objectifs théoriques pour notre planète ne sont pas que des rêves. Nous avons réellement la possibilité de faire reculer la pauvreté, dans un contexte qui va bien au-delà et qui est tellement plus intéressant que celui de l'aide d'urgence: le soutien à la micro-économie, et plus généralement le développement durable. Les vrais acteurs de ce développement, ce sont les citoyens et organisations locales, pas les ONG qui doivent se charger de les appuyer. Ce partenariat, c'est peut être ça la vraie mondialisation.

B. Cerutti